

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 18/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPSID (CRASSIER MARSPICH)

Port Public Thionville-Illange
57270 Uckange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_SOPSID_2025-02-13_RAPVI_VK-CPE_01098
Code AIOT : 0006201890

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement SOPSID (CRASSIER MARSPICH) implanté Portier La Vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 16/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la thématique "Application de la directive IED" dans la mesure où les activités de l'établissement sont notamment classées au titre de la rubrique principale IED 3532 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...] - traitement du laitier[...].

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPSID (CRASSIER MARSPICH)
- Portier La Vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le fonctionnement des installations est notamment réglementé par l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP-BUPE-221 du 20 septembre 2016 imposant à la société SOPSID des prescriptions pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de traitement de déchets implantées sur le crassier de Marspich à Serémange-Erzange.

Le site est notamment soumis à autorisation au titre des ICPE pour les rubriques :

- 3532 - valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux, non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...] - traitement du laitier [...]
- 2791-1 - installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 ;
- 2515-1-a - installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 (cette rubrique est passée en enregistrement suite aux évolutions de la nomenclature ICPE).

Ainsi, le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 1.4 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
2	Valeurs limites d'émission des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Fréquence des prélèvements et analyses	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58 (partiel)	Demande d'action corrective	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 4.2 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a déclaré que la rubrique 3532 associée à l'extraction de laitier cristallisé phosphoreux du crassier n'est plus exploitée depuis 2018. Pour des raisons économiques, il n'était pas en mesure de se positionner sur une reprise éventuelle de cette activité.

Par ailleurs, l'inspection a constaté l'arrêt temporaire des installations "broyeur autogène Aerofall" et "trieur magnétique TM2" suite à des actes malveillants ayant eu lieu à l'été 2024 et ayant endommagé l'alimentation en électricité de ces installations.

L'inspection a également constaté lors de la visite d'inspection une non-conformité relative à la valeur limite d'émission des rejets aqueux pour le paramètre MES (constat n°2). L'inspection propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 1.4 (partiel)			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de la nomenclature des installations classées			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime*	Caractéristiques de l'installation
2515-1-a	1-Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la	A	- aerofall (broyeur autogène) : 731,9 kW - broyeur TBS : 863,35 kW - trieur magnétique TM2 : 310,7kW - station mélange : 57,2 kW Total : 1963,15 kW

	sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) Supérieure à 550 kW		
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j ;	A	- aerofall (broyeur autogène) : 1120 t/j - broyeur TBS : 350 t/j - trieur magnétique TM2 : 2800 t/j - station de mélange : 1680 t/j Total autorisé : 570 000 t/an
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : [...] - traitement du laitier [...]	A	Valorisation des laitiers (hauts fourneaux et aciérie) d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine en provenance du crassier de Marspich : 150 000 t/an

Constats :

L'exploitant a informé l'inspection que plusieurs installations de l'établissement concernées par

les rubriques 2515-1-a et 2791-1 sont temporairement ou définitivement à l'arrêt.

Il a précisé que l'installation "broyeur TBS" est à l'arrêt définitif depuis 2017. L'exploitant a adressé un courrier le 18 juin 2024 à Monsieur le préfet de Moselle afin de l'informer de l'arrêt définitif de l'installation, de sa date d'arrêt, de son projet de démantèlement et de ses modalités de réalisation.

Par ailleurs, l'exploitant a informé l'inspection d'actes malveillants survenus les 29 juillet et 12 août 2024, notamment des vols de cuivre présents dans les transformateurs des installations.

C'est pourquoi les installations "broyeur autogène Aerofall" et "trieur magnétique TM2" sont temporairement à l'arrêt.

La remise en service de ces deux installations est incertaine à ce stade.

Seule l'installation "station de mélange" est en activité.

L'exploitant a déclaré que la rubrique 3532 associée à l'extraction de laitier cristallisé phosphoreux du crassier n'est plus exploitée depuis 2018. Pour des raisons économiques, il n'était pas en mesure de se positionner sur une reprise éventuelle de cette activité.

Selon l'article R. 512-74 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée (et acceptée par le préfet) de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection ou d'une information de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En cas de reprise envisagée de l'activité liée à l'exploitation de la rubrique 3532 et moyennant cas de force majeure ou demande justifiée (et acceptée par le préfet) de prorogation de délai pour cette rubrique, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un dossier de réexamen IED conformément à l'article R.515-70 du code de l'environnement.

Le dossier de réexamen IED pourra s'appuyer sur les conclusions pour les meilleures techniques disponibles applicable au traitement des déchets (BRef WT). Il devra reprendre les éléments suivants :

1. Une présentation de l'activité de l'exploitant (descriptif général de l'activité, des installations exploitées, des volumes, des installations de traitement existantes) ;
2. La situation de l'exploitant au regard des meilleures techniques disponibles applicable au traitement des déchets (BRef WT), notamment l'applicabilité des conclusions pour les meilleures techniques disponibles aux activités de l'exploitant et les meilleures techniques disponibles déjà mises en oeuvre par l'exploitant ;
3. La situation de l'exploitant au regard des substances listées à l'article 2 de l'arrêté du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), notamment les prescriptions existantes applicables à l'exploitant pour ces substances et la conformité ou non des éventuels rejets aux valeurs limites d'émissions. En cas de non-conformité à des valeurs limites d'émissions définies par les conclusions des meilleures techniques disponibles pour ces substances, une campagne de surveillance des rejets afin d'apprécier la nécessité de prescriptions supplémentaires ;
4. L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser ses prescriptions et, le cas échéant, des propositions de modifications de l'arrêté d'autorisation.

En cas de non-reprise (définitive) de l'activité liée à l'exploitation de la rubrique 3532 , il est demandé à l'exploitant de notifier à Monsieur le préfet la cessation partielle de l'activité du site conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement. Cet article prévoit notamment

<p>que l'exploitant fait attester la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>En cas de non-reprise de l'activité des installations "broyeur autogène Aerofall" et "trieur magnétique TM2", il est demandé à l'exploitant d'en informer Monsieur le préfet.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Valeurs limites d'émission des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux thématiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejets doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p> <p>Les eaux pluviales polluées ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>Les eaux pluviales polluées rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension totales : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté l'accessibilité au séparateur d'hydrocarbures par un regard situé sous une dalle de béton.</p> <p>Vu les rapports d'analyses en sortie du séparateur à hydrocarbures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°AR-23-TV-012456-01 du 15/06/2023 : sans observation de la part de l'inspection ; - n°AR-25-IX-025906-01 du 04/02/2025 : <ul style="list-style-type: none"> • concentrations mesurées conformes aux valeurs limites d'émissions (VLE) pour la DCO et les hydrocarbures totaux ; • concentration mesurée en MES de 67 mg/l, non conforme à la VLE de 35 mg/l.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de se conformer sous 2 mois aux prescriptions de l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé relatif aux valeurs limites d'émission des rejets d'eaux pluviales, pour ce qui concerne le paramètre MES.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Gestion des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/2016, article 4.2 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

[...]

Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou canalisations), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, daté et mis à jour en tant que de besoin.

[...]

Constats :

Les eaux résiduaires susceptibles d'être polluées sont :

- Les eaux résiduaires utilisées pour le nettoyage des véhicules à l'eau potable ;
- Les eaux résiduaires de pluie tombées sur les plateformes de lavage des véhicules et de distribution de GNR connexes à l'atelier engins, chargées en hydrocarbures ;
- Les eaux sanitaires du bâtiment principal et les eaux sanitaires du bâtiment "La bascule".

L'inspection a constaté sur le plan du bâtiment principal fourni par l'exploitant que celui-ci fait apparaître l'alimentation en eau potable et une canalisation de raccordement à une fosse septique pour le traitement des eaux sanitaires. L'exploitant a indiqué à l'inspection que le deuxième bâtiment nommé "La bascule" est également relié à une fosse septique pour le traitement des eaux sanitaires.

Les plateformes de lavage des véhicules sont imperméabilisées et disposent d'une pente reliée à un collecteur dirigé vers le séparateur d'hydrocarbures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Fréquence des prélèvements et analyses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 58 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'eau

Prescription contrôlée :

Que les eaux pluviales polluées (EPp) soient déversées dans un réseau raccordé à une station d'épuration collective ou dans le milieu naturel, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit.

[...]

Pour les EPp déversées dans le milieu naturel :

- la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum semestrielle ;
- si pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ;
- si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 34, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois continus.

[...]

Constats :

Vu les rapports d'analyses en sortie du séparateur à hydrocarbures :

- n°AR-23-TV-012456-01 du 15/06/2023 : les concentrations sont conformes aux valeurs limites de concentration imposées par l'article 34 de l'arrêté susvisé ;
- n°AR-25-IX-025906-01 du 04/02/2025 : les concentrations sont conformes aux valeurs limites de concentration imposées par l'article 34 de l'arrêté susvisé.

La fréquence minimale d'analyse (annuelle) n'est cependant pas respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'analyse effectuée récemment, il n'est pas proposé de mise en demeure. Pour respecter la fréquence minimale annuelle d'analyse, il est demandé à l'exploitant de réaliser dans un délai de 10 mois une mesure des concentrations des polluants visés par l'article 58 susvisé. Cette mesure pourra être couplée à la mesure à effectuer dans le cadre de la mise en conformité à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016, tel que mentionné au point de contrôle n°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 10 mois